L'envers du tourisme au Sahara tchadien

Entre jeu politique national et indifférences locales

Tourism in the Chadian Sahara. National Politics and Local Indifference

Julien Brachet et Judith Scheele

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/18029>

DOI : 10.4000/etudesafriaines.18029

ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2015

Pagination : 107-131

ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Julien Brachet et Judith Scheele, « L'envers du tourisme au Sahara tchadien », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 217 | 2015, mis en ligne le 31 mars 2017, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/18029> ; DOI : 10.4000/etudesafriaines.18029

L'envers du tourisme au Sahara tchadien

Entre jeu politique national et indifférences locales

Sous l'œil désintéressé de quelques militaires locaux, deux jeunes hommes terminent de balayer les deux salles presque abandonnées du petit aéroport de Faya-Largeau, au cœur du Sahara tchadien. Une équipe de sécurité privée approche, débonnaire, suivie de policiers et d'agents de l'aéroport de N'Djamena venus pour l'occasion. Un panneau « arrivée » est scotché sur une vitre, un panneau « départ » sur une autre juste à côté. Puis arrivent peu à peu des véhicules tout-terrain, le ministre du Tourisme, les gouverneurs du Borkou et du Tibesti, le préfet du Borkou, le maire de Faya, quelques militaires français, des journalistes de Télé Tchad et de France 2. Une centaine de personnes se retrouvent réunies et commencent à attendre. Quelques heures passent pendant lesquelles des militaires tchadiens tentent avec difficulté de chasser les ânes de la piste d'atterrissage. Peu avant la nuit, malgré le vent de poussière, un avion estampillé Air Méditerranée se pose. Les autorités tchadiennes se lèvent, les militaires français soufflent, les caméras filment, tandis que la plupart des curieux, las d'attendre, sont déjà rentrés chez eux. Depuis vingt ans que la piste de Faya est goudronnée, c'est la première fois qu'un avion commercial s'y pose, un avion avec à son bord plusieurs dizaines de touristes. N'ayant jamais eu une vocation touristique quelconque, le nord du Tchad est ainsi devenu, ce 22 février 2012, par défaut et à mesure que les autres destinations sahariennes se sont fermées, un lieu d'accueil pour touristes européens. Pour ce faire, il y a eu conjonction d'intérêts et de volontés entre un voyageur français, Point Afrique, qui joue sa survie, et l'État tchadien qui tente de normaliser l'image du pays, depuis longtemps synonyme sur la scène internationale de guerre civile et de chaos politique. Par et pour le tourisme, et indépendamment des événements sur le terrain, le nord du Tchad a donc été homologué comme « lieu sûr » par un certain nombre d'acteurs — une « sécurité » qui semble pourtant bien arbitraire dans un pays dont l'histoire récente défie toute classification de ce genre.

À Faya même, oasis d'environ 20 000 habitants¹, si l'arrivée du premier avion touristique représente un événement pour certains, nombreux sont ceux qui s'en désintéressent totalement. Du point de vue local, le tourisme est une affaire d'État, une parmi d'autres, et certainement pas la plus importante. Les débats liés au tourisme tournent donc seulement autour de questions internes : où ira l'argent de l'État, quelle région, quelle ville, quelles institutions administratives en profiteront — questions qui peuvent être débattues indépendamment de la venue des touristes, et qui ne tiennent évidemment pas compte des expériences désirées ou vécues par ces derniers. Le Tchad, pays pétrolier depuis 2003, a d'autres sources de devises que la venue de quelques Occidentaux, tout comme le monde vu de Faya a d'autres centres d'intérêt que la France. On y regarde plutôt vers la Libye, le Soudan, l'Égypte et l'Arabie Saoudite : pays riches aux ressortissants généreux, ou tout au moins perçus comme tels. Nulle question donc de se précipiter vers ces touristes pour leur offrir une « authenticité culturelle » douteuse en échange de relations privilégiées, comme le décrivent si souvent les travaux critiques sur le tourisme international. Ici, à l'inverse, la principale déception des touristes est plutôt liée au désintérêt général à leur égard, un désintérêt pourtant des plus « authentiques ». Cet article vise à replacer cette première « ouverture touristique » médiatisée du Tchad dans les contextes internationaux, nationaux et locaux qui l'ont engendrée, afin d'en saisir tant le déroulement que les enjeux officiels et officieux².

Le Tchad : mal aimé du tourisme saharien jusqu'à l'inversion de la carte sécuritaire du Sahara

Si, dès le début du XIX^e siècle, les récits d'explorations du Sahara font rêver bien des Européens, ce n'est qu'avec le développement de l'automobile que les premiers touristes civils vont commencer à visiter ce désert. Dès les années 1920 s'ouvrent ainsi les premières routes touristiques sahariennes à partir de l'Afrique du Nord (Murray 2000). Touristes et troupes armées coloniales se croisent ainsi peu à peu dans un désert à peine conquis et encore entièrement sous administration militaire³. Mais le « Sahara » ainsi rendu

1. Dont près de la moitié, en ce début d'année 2012, était fraîchement revenue de Libye du fait de la guerre.
2. S'il s'inscrit dans un projet de recherche plus large, mené au Tchad pendant toute l'année 2012, cet article repose essentiellement sur des recherches de terrain menées à Faya et Fada entre janvier et mars 2012, et lors d'une semaine de voyage de découverte des principaux sites touristiques de l'Ennedi organisé par l'Office tchadien du tourisme pour des journalistes de médias français venus avec l'avion du 22 février 2012.
3. Nombreux sont d'ailleurs les membres de l'armée qui participent d'une manière ou d'une autre à l'émergence du tourisme saharien dans l'Entre-deux-guerres (BERTHONNET 2009), deux d'entre eux publiant en 1931 le premier *Guide pratique du tourisme au Sahara* (Société d'Éditions Géographiques, Maritimes et Coloniales, Paris).

accessible au tourisme reste géographiquement circonscrit, principalement limité aux oasis de sa partie septentrionale. Il faut attendre les années 1960 et la démocratisation des voyages en voiture, puis du transport aérien, pour que peu à peu le tourisme saharien touche véritablement le sud du désert, notamment au Mali et au Niger. Le tourisme devient alors un secteur économique dont les retombées financières peuvent localement être substantielles, bien que toujours très inégalement réparties dans l'espace géographique et social⁴.

Après quelques décennies de lent développement, le tourisme au Sahara central subit un coup d'arrêt brutal au début des années 1990 du fait des rébellions touarègues dans les septentrions maliens et nigériens, et de la guerre civile algérienne, entraînant un manque à gagner parfois lourd de conséquence (Grégoire 2006). La fermeture de ces destinations provoque un recentrement du tourisme organisé vers les régions les plus stables d'Afrique du Nord (Maroc, Tunisie, Égypte) et, à partir de 1996, vers la Mauritanie (Boulay 2009 ; Choplin & Roullier 2006). Grâce à ces nouvelles destinations, le tourisme saharien arrive à se maintenir, avant de reprendre au Mali, au Niger et en Algérie, après la fin des conflits. Au début des années 2000, la Libye elle-même, dans un contexte de retour sur la scène internationale suite aux années d'embargo et de normalisation de ses relations diplomatiques avec les pays occidentaux (Pliez 2004), s'ouvre doucement à un tourisme très organisé et contrôlé. En somme, au milieu des années 2000, seuls trois pays sahariens sont restés en marge de ce développement général du tourisme de désert depuis ses origines : le Sahara occidental, le Soudan et le Tchad⁵.

Cette « absence » du Tchad (comme du Sahara occidental et du Soudan) tient surtout à des considérations sécuritaires : le nord du Tchad, conquis tardivement et mal contrôlé pendant la période coloniale, est alors le théâtre d'une succession quasi continue de rébellions armées et de guerres qui agitent l'ensemble du pays des années 1960 à la fin des années 2000 (Buijtenhuijs 1978, 1987 ; Debos 2013). Or, entre 2007 et 2011, une série d'événements transforme de nouveau radicalement la cartographie de la sécurité au Sahara. Nouvelles rébellions armées, banditisme, enlèvements et guerres touchent presque toutes les zones réputées « sûres » où se développaient les activités touristiques, de la Mauritanie au Niger, en passant par le Mali, l'Algérie et la Libye (Bourgeot & Grégoire 2011). En raison de ces problèmes sécuritaires, le tourisme retombe à un état résiduel dans l'ensemble de ces pays et disparaît totalement de leurs parties sahariennes. Si l'on ajoute à ce tableau la poursuite des conflits au Soudan (Darfour, sécession du Soudan du Sud) ainsi que les révoltes populaires très médiatisées qui mènent à la destitution des chefs d'États tunisien et égyptien et, d'une manière différente,

-
4. Voir notamment KLUTE (2012 : 61) qui montre que « le tourisme au Sahara est essentiellement un tourisme au pays des Touaregs et chez les Touaregs ».
 5. Il est symptomatique de constater qu'entre sa création en 1979 et sa délocalisation en Amérique du Sud en 2009, le Rallye Paris-Dakar a traversé au moins une fois les régions désertiques de tous les États sahariens, exceptées celles du Soudan et du Tchad.

à celle du *leader* libyen, les zones du Sahara considérées par les pouvoirs publics occidentaux comme sûres pour leurs ressortissants sont extrêmement rares en 2011. Le Tchad en fait partie.

Malgré des affrontements armés jusqu'à la capitale (Rolley 2010) et des enlèvements d'étrangers⁶ ces dernières années, le Tchad n'est pas en 2011 « formellement déconseillé » par le ministère français des Affaires étrangères, et seules ses frontières le sont début 2013 (fig. 1).

FIG. 1. — CARTE DES « ZONES DU SAHEL FORMELLEMENT DÉCONSEILLÉES PAR LE QUAI D'ORSAY », D'APRÈS LA CLASSIFICATION DU MINISTÈRE FRANÇAIS DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

(© *Le Monde*, 22.02.2013).

La magie de la cartographie mouvante des experts de la sécurité internationale et de l'imprécision des catégories en question peut alors opérer : le nord du Tchad est apparu comme l'une des rares régions sahariennes encore accessibles sans risque majeur⁷.

L'avionneur français Point Afrique réagit rapidement à cette situation. Depuis sa création en 1996, cette coopérative de voyageurs a participé au développement du tourisme au Sahara, notamment en organisant des vols charters vers des aéroports secondaires, parfois difficiles d'accès par voie terrestre. Après avoir fermé toutes ses autres destinations sahariennes⁸, il envisage dès la fin de l'année 2010, sur proposition des autorités tchadiennes, d'ouvrir une ligne aérienne desservant directement le nord du Tchad, cette région disposant « d'un patrimoine saharien des plus fantastiques au monde :

6. D'un voyageur européen et d'un missionnaire américain au Tibesti en 2008 et 2009, et de plusieurs agents de l'ONU et d'ONG internationales dans le Wadai jusqu'en 2010.
7. Une cartographie plus précise montrerait que le Sahara tchadien est tout de même « déconseillé sauf raison impérieuse » par le ministère français des Affaires étrangères.
8. Point Afrique ralentit son activité à destination du Sahara dès 2007, avant de totalement arrêter de desservir Agadez, Gao, Tamanrasset, Djanet, Timimoun et Atar en janvier 2011, puis Mopti, Niamey et Bamako.

tassili, dunes, gueltas, lacs, des paysages à couper le souffle »⁹. Après de longues négociations avec les autorités tchadiennes, certaines d'entre elles — incontournables dans les domaines du transport ou de l'immigration — ayant négocié âprement leurs intérêts, le projet est finalement entériné avec le soutien de la présidence. La question de la sécurité n'est pourtant pas complètement évacuée et donne lieu à des débats prolongés avec les autorités françaises. Bien que le directeur de Point Afrique reçoive l'assurance de l'ambassadeur de France à N'Djaména que « le nord du Tchad reste la seule partie du Sahara où les probabilités de prises d'otages sont nulles »¹⁰, le ministère français des Affaires étrangères s'oppose peu de temps après au projet d'emmener des touristes dans une région classée orange, c'est-à-dire « déconseillée sauf raison impérative ». L'armée française reçoit donc pour consigne de n'aider en aucune manière à la réussite de l'opération de Point Afrique, notamment au niveau de la logistique du transport aérien (kérosène, camion de pompier de l'aéroport, etc.)¹¹. Point Afrique, qui comptait sur ce soutien, se retrouve dans une situation difficile dénoncée à maintes reprises dans les médias français. Pire, quelques jours avant l'arrivée du premier avion, tandis que les autorités tchadiennes assurent que le désert est sûr et sous contrôle, les autorités françaises redoutent ouvertement une possible « attaque terroriste »¹². On observe alors, fait rare, une divergence ouverte entre la présidence tchadienne et les autorités françaises et, fait encore plus rare, la victoire de la volonté de l'État tchadien, même si celui-ci a finalement dû assumer une partie des frais de l'opération¹³. Début 2012, trois avions¹⁴ se posent donc à Faya, au milieu d'une région désertique (fig. 2) n'ayant accueilli que 800 touristes entre 2000 et 2012¹⁵.

9. *La Lettre de Point Afrique*, n° 46, juin 2012.

10. Cité dans *La Lettre de Point Afrique*, n° 44, décembre 2011.

11. L'armée française maintient un détachement d'une vingtaine d'hommes à Faya depuis la reprise de l'oasis en 1987 par les troupes tchadiennes face aux forces libyennes. Elle contrôle ainsi l'aéroport et y dispose d'un stock de kérosène important.

12. Leur peur s'est focalisée sur l'éventuelle circulation dans la région de missiles Sam-7 (petits missiles sol-air de fabrication russe) provenant de l'arsenal de l'armée régulière libyenne pillé suite à la chute du régime de Kadhafi quelques mois plus tôt.

13. L'impossibilité de se ravitailler en kérosène à Faya a engendré d'importants détours de l'avion et donc une augmentation considérable du coût de l'opération. L'opération de Point Afrique — déjà programmée à perte pour cette première année — a ainsi failli être un désastre financier. Afin de rendre possible une deuxième saison touristique, l'État tchadien, qui avait déjà réservé 60 des 130 places dans le premier avion à destination de Faya, s'est donc engagé à couvrir la moitié des pertes subies en 2012 (entretien avec un membre de l'OTT, N'Djaména, octobre 2012).

14. Les avions mis en place par Point Afrique sont des Boeing 737-500 de 130 places appartenant à Air Méditerranée (dont Point Afrique détient 30 % du capital).

15. Selon l'OTT, cité par RFI, 9 mars 2012. Des opérateurs touristiques ont organisé des séjours au BET, principalement en Ennedi, au début de la décennie 1990, avec un pic de « près de 400 touristes » en 1994 (MISSION DE RÉHABILITATION DU BET 1996 : 52).

FIG. 2. — LE TCHAD : INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES ET RÉGIONS SAHARIENNES

L'émergence du Tchad sur la scène touristique

Une volonté présidentielle de développer le tourisme saharien ?

Le soutien infaillible de l'État tchadien au projet de Point Afrique s'explique principalement par les logiques politiques à l'œuvre au niveau national. Au Tchad, le tourisme est à l'honneur depuis la seconde moitié des années 2000, tant dans les discours présidentiels que dans les plans de développement du pays : développement du tourisme et tourisme pour le développement semblent aller de pair. En 2007 est ainsi créé par décret présidentiel l'Office tchadien du tourisme (OTT). Cette structure est officiellement placée sous la tutelle du ministère du Tourisme et de l'Artisanat, tout en ayant une indépendance budgétaire complète, ce qui fait qu'elle dépend, de fait, directement de la présidence¹⁶. En 2011, le ministre du Tourisme déclare à plusieurs reprises que les trois premières années du cinquième mandat présidentiel d'Idriss Déby Itno (2011-2016) seront consacrées au développement du tourisme. Le président lui-même réitère son soutien au secteur touristique dans plusieurs interventions sur la chaîne nationale¹⁷, Télé Tchad, qui se met alors à diffuser de nombreux documentaires sur le potentiel touristique du pays. De son côté, le ministère annonce ses objectifs : le nombre total de touristes accueillis doit atteindre 500 000 d'ici 2020 et devenir le deuxième secteur pourvoyeur de devises, après le pétrole¹⁸. Mais au regard des rares données disponibles, ces ambitions affichées semblent bien loin des réalités du pays. Ce même ministère du Tourisme ne compte que 62 416 visiteurs en tout genre et de toute provenance dans le pays de 2006 à 2008¹⁹, dont la plupart sont probablement des voyageurs d'affaires et des coopérants. Les promesses d'un investissement public conséquent dans des infrastructures touristiques (1 à 2 milliards d'euros)²⁰ ne se sont toujours pas concrétisées.

Ceci n'empêche pas les quelques agences touristiques créées à N'Djaména dans les années 1990 de fonctionner, qui ne comptent sur aucun soutien de l'État. Deux d'entre elles, la Société des voyages sahariens (svs) et Tchad évasion, proposent en effet des circuits dans le Sahara tchadien. Quelques dizaines de touristes s'offrent ainsi chaque année, au départ de N'Djaména, une découverte des plus beaux sites du Tibesti, du Borkou et de l'Ennedi.

16. Loi 07-012 2007-06-15 PR. Du point de vue tchadien, il n'y a rien d'étonnant à ce dédoublement de structures publiques aux fonctions similaires : cela fait partie des pratiques habituelles du pouvoir qui entretient ainsi ses relations clientélistes tout en neutralisant les influences et les champs d'action de certains acteurs. Le but officiel de l'organisation jouant alors un rôle négligeable.

17. Agence tchadienne de presse (ATP), *Tourisme : l'OTT mobilise les opérateurs économiques et les décideurs politiques*, 22/10/2011.

18. Salouka Boureima, « Le tourisme tchadien peut-il profiter de la crise au Sahel ? », *Jeune Afrique*, 26/02/2013.

19. *Ibid.*

20. *Ibid.*

Ces agences, et principalement svs, misent dès leur début sur une clientèle réduite mais prête à payer cher des séjours « d'aventure » et « d'exploration » aussi confortables que possible. Elles peuvent ainsi rétribuer largement non seulement leurs employés, mais aussi leurs différents intermédiaires locaux, afin de pouvoir mener leurs activités sans encombre, et elles circulent en quasi autonomie, en évitant les villes après avoir quitté la capitale. Au contraire de Point Afrique, qui vise à acheminer des centaines de touristes à un coût moindre²¹, elles ciblent donc une clientèle plus fortunée et peu nombreuse dont la participation financière leur permet de compenser l'absence quasi totale d'infrastructures sur place. L'État tchadien peut ainsi se vanter de posséder un « patrimoine touristique exceptionnel » sur le plan international sans avoir à le développer localement.

Dans cette optique, la création de l'OTT peut mieux se comprendre. Les activités les plus visibles et les mieux documentées de cette institution sont en effet ses participations aux manifestations internationales de promotion du tourisme dans divers pays d'Europe, d'Afrique et du Moyen-Orient. Comme le soulignait d'ailleurs le ministre du Tourisme lui-même, le 31 décembre 2012, lors de l'arrivée du premier avion de la deuxième saison de vol de Point Afrique à Faya : « L'objectif de cette action est de faire découvrir les potentialités touristiques du Sahara tchadien afin de mieux vendre l'image du Tchad »²². En parallèle, relativement peu de ses activités ambitionnent la mise en service d'infrastructures touristiques ou la formation d'un personnel qualifié (guides, hôteliers, cuisiniers), qui font pourtant sérieusement défaut dans le pays. Ces champs d'intervention sont largement laissés au secteur privé, mises à part quelques formations ponctuelles de professionnels du tourisme effectuées en 2012, sur demande d'agents extérieurs (notamment de Point Afrique). La principale activité de terrain de l'OTT depuis sa création est le recensement des sites touristiques au niveau national qui, dans les régions sahariennes, se déroule pratiquement en même temps que l'arrivée des trois premiers vols charter de touristes début 2012. Si le délégué de l'OTT envoyé à Faya remplit tant que possible sa fonction d'intermédiaire entre Point Afrique et les personnes recrutées comme « guides », toute sa bonne volonté peut difficilement remplacer une connaissance réelle de la région. Il est donc contraint de s'appuyer principalement sur les renseignements fournis par les agences privées. Toute une partie du « patrimoine saharien fantastique » cité dans la brochure de Point Afrique est donc restée déserte en cette première saison touristique, faute d'être connue des apprentis guides.

21. Les circuits proposés par Point Afrique coûtent de 1 000 à 1 500 € la semaine, de 2 000 à 3 500 € les deux semaines, tandis que les séjours proposés auparavant, obligatoirement de deux à trois semaines, coûtaient de 4 000 à 6 000 €.

22. ATP, *Développement régional : des touristes occidentaux à la découverte du Sahara tchadien*, 4/01/2013.

Du point de vue local, si le tourisme est une affaire d'institutions étatiques représentées le plus souvent par des « Sudistes »²³, il apparaît normal que les bénéfices qui peuvent en découler soient principalement captés par les élites locales. Ainsi, dans certains sites de l'Ennedi plus fréquentés que d'autres (c'est-à-dire fréquentés annuellement par quelques dizaines de touristes), des notables locaux, avec la connivence de fonctionnaires régionaux, ont décrété que des « taxes touristiques » onéreuses seraient prélevées²⁴. Si les guides des agences de N'Djaména sont habitués à payer ces taxes, en revanche lors des premières excursions touristiques organisées par Point Afrique en 2012, même les membres de l'OTT n'en avaient pas connaissance. Et vaines restèrent leurs tentatives de ne pas s'en acquitter, quand bien même la supposée légalité de ces taxes ne tenait que dans des lettres manuscrites « autorisant » leur prélèvement, rédigées sur papier blanc et signées par un préfet ou un chef de canton une dizaine d'années auparavant. Touristes solitaires, agences n'djaménoises ou responsables de l'OTT, peu importe aux groupes locaux de femmes munies de leur « autorisation », bien déterminées à prélever ce qu'elles considèrent comme leur dû, chaque groupe finissant par s'acquitter des sommes requises. Toute l'autorité du gouvernement central, à travers une organisation créée et soutenue par la présidence, ne pèse donc pas lourd face à des structures d'autorité locales ou régionales accaparées par quelques notables bien placés, dont les préoccupations sont loin de correspondre à un quelconque « développement local ». L'on chuchote à Bachikélé qu'avec l'argent gagné lors de la venue des touristes en 2012, le chef de village pourrait enfin épouser une troisième femme.

Volonté de développement national ou mise en scène du fief présidentiel ?

La volonté affichée de développer le tourisme au Tchad ne représente pour l'instant qu'un faible impact aux échelles locale et nationale. Celle-ci concerne essentiellement le nord du pays, même si le sud s'y prête tout autant puisqu'il dispose d'infrastructures routières (fig. 2), d'hôtels et de restaurants, est habité par une population plus largement francophone et est pourvu de plusieurs parcs nationaux (Zakouma, Manda). Bien des employés de l'OTT, originaires du Sud comme le sont la majorité des fonctionnaires tchadiens, auraient trouvé logique d'y développer en priorité le tourisme international.

23. Sur les sens des dénominations « Nordistes » et « Sudistes » au Tchad, voir notamment MAGRIN (2001).

24. Les tarifs par « accès au site », quel que soit le nombre de personnes, sont de 50 000 FCFA à la guelta d'Archeï et de 30 000 FCFA à l'arche Aloba (versés au chef de canton, avec autorisation du sous-préfet de Kalait de 2001), et de 30 000 FCFA à la guelta de Bachikélé (versés au chef de canton, avec autorisation du sous-préfet de Fada).

Ils ne sont pourtant pas étonnés que le choix du Nord se soit imposé. Aux yeux d'une grande partie de la population tchadienne, le président Idriss Déby Itno, lui-même originaire du Nord, ne se maintient au pouvoir depuis 1990 que grâce aux alliances qu'il a su tisser non seulement avec les forces armées françaises²⁵, mais aussi avec ses « cousins » plus ou moins lointains du Nord. Et ces alliances doivent être entretenues pour perdurer. Du point de vue local, développer le tourisme saharien serait donc un moyen « d'offrir » quelques ressources supplémentaires à ces régions et à leurs notables. Ces ressources proviennent moins des touristes eux-mêmes que du supposé « développement du tourisme » permettant à l'État d'injecter des devises dans l'économie locale à travers la création d'infrastructures et d'emplois. L'intérêt des *nasara*²⁶ pour le Sahara — qui localement, reste d'ailleurs largement incompris — ne serait en ce sens qu'un prétexte utilisé par la présidence pour légitimer un tant soit peu sa « politique touristique ».

Or, si vu du « Sud », c'est tout le « Nord » qui profite de ce favoritisme régional, vues du « Nord », les différentes régions septentrionales souffrent également de discrimination. Lorsque l'émission de télévision française *Ushuaïa Nature* portant sur le désert tchadien est diffusée en décembre 2011, chacun sait que la mission de grande envergure ayant permis sa réalisation n'a été possible qu'avec l'appui du gouvernement, ce qui au Tchad signifie avec l'accord personnel du président. Le fait que l'émission vante spécifiquement les atouts touristiques de l'Ennedi, d'où est originaire Idriss Déby, n'est donc pas considéré comme un hasard. Le même raisonnement vaut pour le classement en 2012 des lacs d'Ounianga (situés dans l'Ennedi) sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco. Là comme ailleurs, ce classement n'est pas le résultat de la simple reconnaissance d'un site naturel, mais du *lobbying* d'un groupe composé, dans ce cas, d'équipes de scientifiques européens appuyés par des institutions tchadiennes, avec le soutien du président.

Pour un grand nombre d'observateurs nationaux et locaux, la « preuve » la plus flagrante de ce favoritisme régional est le Festival des cultures sahariennes organisé du 24 au 26 février 2012 par l'OTT et l'association française La Saharienne, en collaboration avec Point Afrique, à l'occasion de l'arrivée du premier vol charter à Faya. Ce festival, devant originellement se tenir sur le lieu d'arrivée des touristes, est déplacé à Fada, 500 kilomètres plus à l'Est, sur recommandation de la présidence. Fada, préfecture de l'Ennedi dont la population ne dépasse pas les 2 000 habitants, est fortement associée à Idriss Déby Itno, dont un immense portrait surplombe la ville. Ce dernier

25. Environ 1 000 militaires français sont basés au Tchad. Ils sont intervenus lors des rébellions en 2006 et 2008 en faveur du président Déby (ROLLEY 2010).

26. *Nasara*, singulier *nasrani*, est un terme arabe qui veut littéralement dire chrétien, mais qui est aujourd'hui appliqué, dans une partie de l'Afrique occidentale et centrale, à tous les Européens et Américains blancs.

y dispose d'une vaste villa, atout indispensable afin de jouer son rôle d'hôte lors du festival, pour lequel il se déplace en personne. La mise en scène du pouvoir est alors à la hauteur des habitudes, notamment au niveau du déploiement de forces armées supposées assurer la sécurité du président lors de ses déplacements. Les pistes d'accès à Fada sont entrecoupées de barages militaires, les voyageurs sont contrôlés et les véhicules fouillés. La ville comme les collines alentours sont parsemées de groupes de gendarmes, de policiers et de militaires en armes, circulant en tout sens à bord de véhicules souvent surmontés d'une mitrailleuse ou d'un lance-roquettes. Le président lui-même se déplace systématiquement à bord de l'un de ses huit véhicules tout-terrain noirs aux vitres teintées que l'on voit parfois passer à vive allure, en file indienne. La priorité est ainsi donnée à la mise en scène du pouvoir, plutôt qu'au confort des touristes, peu rassurés par cette parade militaire permanente. Idriss Déby fait bien un petit tour des stands artisanaux avant d'assister à la course de dromadaires, mais sa principale activité pendant le festival est d'inviter différents dignitaires locaux et nationaux, ainsi que quelques étrangers, à venir lui serrer la main dans son « palais ». Ces entrevues collectives permettent à ceux qui y participent de réaffirmer leur allégeance au président, tout en lui présentant leurs soucis et requêtes, souvent sans rapport avec le tourisme.

L'organisation spatiale du festival témoigne également de ses différentes fonctions. Près de l'espace dédié aux festivités, un emplacement est réservé aux quelques touristes étrangers présents. Ces derniers sont logés dans des cases en nattes, gardées par des gendarmes afin d'éviter les interactions non programmées, et éventuellement non policées, avec les populations locales. Un autre espace, autour de la maison du président, est dédié aux dignitaires tchadiens et à leurs nombreux accompagnateurs. Un troisième endroit, moins clairement défini et moins rempli, accueille les habitants de la région qui se sont déplacés pour l'occasion, ainsi que quelques curieux venus parfois d'assez loin. Ces trois espaces sont séparés par de vastes espaces sableux vides. Ainsi tenus à l'écart les uns des autres, leurs occupants ont tendance à rester là où on les a installés. Mais, au regard de la concentration de véhicules, de la fréquence des va-et-vient, des consignes de sécurité et des difficultés d'accès, le centre de l'événement est incarné sans aucun doute par la maison présidentielle. Dans les reportages du journal de la télévision nationale consacrés au festival, on voit en effet Déby recevant des notables chez lui, Déby sur un dromadaire, Déby au départ de la course, Déby annonçant la création d'un aéroport international à Fada en posant la première pierre au milieu de nulle part, le tout parfois agrémenté de quelques « Blancs » en arrière-plan. Les touristes restent donc davantage le prétexte que l'objet des négociations politiques se déroulant à leur insu et loin d'eux, tandis qu'Idriss Déby Itno se réaffirme comme patron de sa région natale.

À Faya, peu d'attentes, peu d'intérêt

Localement, un intérêt limité, ciblé et confus

29 février 2012 : arrivée du deuxième avion. Une centaine de touristes repartent, une centaine d'autres arrivent. Il n'y a jamais eu autant de Blancs simultanément dans l'oasis, au moins depuis l'époque coloniale. L'un d'eux dit au maire de la ville : « Faya est bien animée en ce moment avec tous ces touristes », et lui de répondre : « Oui mais c'est surtout pour les récoltes des dattes que c'est vraiment animé », c'est-à-dire lorsque arrivent successivement les éleveurs propriétaires de dattiers²⁷, puis les caravaniers arabes venus pour s'approvisionner en dattes et par la même occasion en natron (substance minérale). Cette réponse est symptomatique des priorités locales : la majorité des habitants de Faya, pas impliqués dans les préparatifs pour accueillir les touristes ou pour en tirer profit d'une manière ou d'une autre, s'en préoccupent peu. L'arrivée de « beaucoup de *nasara* » est certes un sujet de conversation, mais un parmi d'autres, et certainement pas celui qui est le plus débattu. Si l'arrivée des touristes est retransmise au journal télévisé national, peu de gens se sont déplacés vers l'aéroport pour y assister, ce qui illustre l'indifférence générale pour cet « événement ». La logique du tourisme institutionnalisé, caractérisée par une extension permanente et sans borne des relations marchandes et du lot de concurrences nouvelles qui l'accompagne, est relativement peu visible aux yeux des touristes, mais est, en revanche, souvent centrale pour les populations des régions touristiques²⁸. La question du tourisme ne prend donc de l'importance aux yeux de ces dernières que lorsqu'il s'inscrit dans des enjeux politiques ou économiques locaux ou régionaux.

Ainsi, le « favoritisme » du président vis-à-vis de Fada et de l'Ennedi est amplement débattu, reflétant pour beaucoup sa volonté de diviser les populations du Nord afin de mieux régner sur le pays. Un certain intérêt est aussi porté à l'opposition de l'armée française à la venue des touristes à cause d'une hypothétique « menace terroriste » qui pèserait sur la région. Cette accusation fâche tout le monde, mais les raisons de la colère sont davantage liées à la réputation de la ville et du pays mise ainsi en cause qu'à l'éventuelle annulation de l'opération touristique. Si les tensions s'apaisent

27. Une partie des dattiers de la grande palmeraie de Faya appartient à des Goranes (nom donné localement en français aux populations dazagada) éleveurs de chameaux qui ne vivent pas sur place. Ceux-ci ne viennent dans la palmeraie qu'au moment de la récolte (entre juillet et septembre).

28. John FROW (1997) évoque ainsi la marchandisation des relations sociales, de l'environnement ou encore de la culture qu'induit le tourisme organisé. Il considère cela comme caractéristique de l'extension du capitalisme contemporain, qui s'incarne dans l'appropriation privée généralisée des ressources matérielles et immatérielles, notamment de l'information telle que vendue dans les guides touristiques (livres) et par les guides touristiques (individus).

rapidement dans l'oasis, une confusion momentanée est faite entre ces deux catégories d'étrangers dont l'arrivée est annoncée : « Ils ont peur des touristes les Blancs ? » La sonorité des termes « touristes » et « terroristes » en français n'aide effectivement pas à leur distinction. Cette confusion n'est en outre pas totalement dissipée par la venue effective des touristes, car plusieurs mois plus tard, une femme d'Ounianga se demande encore ce que sont venus faire ces « terroristes » qui prennent « des photos des cailloux » : est-ce vrai qu'ils amènent des *junûn* (esprits), ou ont-ils d'autres motivations, plus compréhensibles, d'avoir payé si cher pour venir se promener dans la rocaïlle ? Enfin, le dernier point d'intérêt consiste à savoir qui, localement, va profiter du tourisme. Si les agences de voyage n'djaménoises, grâce à leurs prix élevés, peuvent se passer d'une infrastructure locale, Point Afrique, qui envisage de faire dormir les touristes plusieurs jours dans les villes et villages du Borkou, pour des raisons pratiques tout autant qu'idéologiques, ne peut pas en faire autant. Le développement de quelques établissements d'accueil s'impose et se fait avec l'aide de l'OTT, au profit d'un petit nombre de personnes qui toutes, à la fin, se plaignent de retombées financières qui « ne valent pas la peine ».

Sans être exhaustif, quatre exemples illustrent les principales stratégies adoptées par celles et ceux qui ont fait le pari d'investir dans l'accueil des touristes, étant entendu que tous se méfiaient du bénéfice réel à tirer du tourisme, et plus encore de sa pérennité dans une région dont l'instabilité demeure notoire. La première option était de tout miser sur cette première petite saison touristique. Ainsi, le Groupement des agences touristiques (GAT), créé à Faya en 2011 par un ex-colonel de l'armée tchadienne, qui en est le directeur, est une structure associative qui sert d'intermédiaire à Point Afrique pour trouver des véhicules et des chauffeurs lui permettant d'effectuer ses circuits. Point Afrique payait au GAT 85 000 FCFA par jour et par véhicule avec chauffeur. Le GAT, c'est-à-dire son directeur, prélevait 20 000 FCFA et en reversait 65 000 par jour aux chauffeurs à qui l'essence était payée en supplément, mais pas les réparations. Une trentaine de véhicules furent ainsi loués pendant une trentaine de jours. Chacun fit le calcul : le président du GAT allait gagner environ 20 millions FCFA en un mois, pour seulement avoir été un intermédiaire des Blancs. Pire, cet argent était non pas pris dans les poches des Blancs mais, indirectement, dans celles des chauffeurs qui sont toujours localement parents de quelqu'un, même si un grand nombre d'entre eux viennent de l'Ennedi voire du Waddaï. Le président du GAT savait bien qu'en se servant ainsi, les chauffeurs, l'OTT et les Européens ne voudraient plus à l'avenir travailler avec lui. Mais l'argent rapidement gagné restait largement plus concret que les promesses de richesses futures.

Une deuxième possibilité est illustrée par l'un des plus grands commerçants de Faya. Encouragé par l'OTT à ouvrir un « campement » de cases en nattes dans son jardin aux abords de la ville, il a préféré construire quelques chambres en ciment, tout en investissant dans le jardin lui-même. Son idée était de pouvoir louer ses chambres en dehors de la saison touristique à des

fonctionnaires nationaux, à des agents de l'ONU et des ONG en mission. Cette stratégie s'est avérée payante : malgré l'assurance de Point Afrique que les touristes cherchent une expérience « authentique », nombre d'entre eux furent ravis d'avoir de l'eau (grâce à un petit forage artésien), de l'électricité (grâce à un groupe électrogène) et des chambres en dur. Quelques mois plus tard, des fonctionnaires de l'Office national de développement rural puis des représentants de la Croix-Rouge (qui, eux, ne sont pas du tout en quête d'authenticité) louèrent la concession et promirent de revenir.

Le troisième investissement visible dans le tourisme est l'œuvre d'un groupe de Mimis (Amdangs), groupe linguistique de la région de Biltine, dans l'est du Tchad, dont sont issus la majorité des petits commerçants de Faya. Ils firent construire au bout de la piste de l'aéroport un « complexe touristique » relativement vaste, constitué d'une vingtaine de tentes en nattes et de deux petites constructions cimentées. Le peu de rentabilité immédiate de cet investissement collectif, étroitement lié à un projet de jardinage sur le reste de la parcelle, ne sembla pas inquiéter son gérant. Malgré cela, l'impression générale selon laquelle « de toute façon, ce sont toujours les étrangers qui profitent » fut renforcée. D'autres campements touristiques beaucoup plus modestes furent construits par des groupements féminins, à l'instigation de Point Afrique. Les hommes en ont été écartés, afin que l'argent aille bien aux femmes (émancipation et autonomie des femmes étant des éléments de « lutte » importants pour les Occidentaux). Cependant, pour les femmes, l'intérêt de ces groupements restait limité. Déjà, le fait de faire travailler les femmes plutôt que les hommes renforçait les hiérarchies existantes ; et, du fait du coût élevé de l'installation d'un campement, les associations féminines avaient tendance à reproduire des distinctions entre femmes, au détriment de celles qui auraient pu en espérer l'amélioration de leur situation économique. De manière plus générale, la vision d'un développement passant par le travail, mise en avant par Point Afrique, n'était certainement pas partagée localement, comme plusieurs projets de développement l'avaient déjà constaté à leurs dépens²⁹. Il n'est donc pas surprenant que les organisatrices se montraient en général peu satisfaites des résultats. Nombre d'entre elles jugeaient même y avoir perdu sinon de l'argent, tout au moins du temps, et se plaignaient du fait que Point Afrique, par le biais de l'OTT, les obligeait à proposer des prix « trop bas »³⁰.

29. Dans le Borkou, les projets de développement se sont surtout concentrés sur l'irrigation, le jardinage et l'extension ou l'intensification de la phéniculture ; mais ils ont tous plus ou moins échoué faute d'une main-d'œuvre locale (VERLET, LEFEBVRE & MUNIER 1963 ; RODRIGUEZ 1988, GRANRY 1992).

30. L'OTT payait 10 000 FCFA par personne par jour. Si ce prix était accepté à contre-cœur et paraît correspondre aux sommes payées par les fonctionnaires locaux en mission, les organisatrices des campements se plaignaient surtout du fait que les nuitées passées par chaque groupe dans le campement étaient peu nombreuses, et ne leur permettaient pas de rentrer dans leurs frais.

Le désintérêt général de la population se reflétait également dans les difficultés de recrutement d'un personnel local. Si la plupart des chauffeurs venaient plutôt de l'est du pays, où ils ont pu acquérir une expérience professionnelle en travaillant pour des organismes internationaux ou des ONG³¹, le reste du personnel venait majoritairement du Sud, et séjournait dans le Sahara pour la première fois ou presque. Il ne s'agissait pas là d'une volonté de la part de l'OTT ou de Point Afrique d'exclure les habitants du Nord, bien au contraire, mais simplement d'un état de fait : au BET³² le français est une langue minoritaire, et peu de gens de la région sont à la fois considérés comme suffisamment qualifiés pour travailler avec des touristes et prêts à assurer des fonctions jugées serviles. Ainsi, les hommes et à plus forte raison les femmes du Nord n'étant pas formés en cuisine occidentale, et considérant la cuisine comme une activité subalterne, tous les cuisiniers et cuisinières étaient des « Sudistes »³³. L'OTT avait recruté des cuisiniers qui avaient déjà une expérience de « ce que mangent les Blancs », mais pas du Sahara. Loin de l'équipement des hôtels de la capitale auxquels ils étaient habitués, ils s'efforçaient donc de reproduire ce qu'ils savaient faire, tout en s'adaptant un minimum aux us et coutumes locaux. Là où les touristes femmes pouvaient se promener en short et débardeur, les cuisinières, toutes chrétiennes, se camouflaient sous plusieurs couches de pulls et de châles et se couvraient la tête d'un bonnet : une précaution contre le « grand froid » du désert qu'elles redoutaient, certes, mais aussi une concession à la mode féminine du Nord sans pour autant avoir à adopter le voile. Malgré cela, les cuisinières sudistes étaient mal acceptées par les « Nordistes » avec qui elles voyageaient. Les chauffeurs, arabophones et musulmans, refusaient de manger les repas qu'elles préparaient pour eux, préférant jeûner. Les uns et les autres s'accusaient respectivement de dédain et de sorcellerie, entraînant des conflits tout au long du voyage.

Quelques malentendus d'une expérience touristique équivoque

Cette absence relative de personnel qualifié et francophone d'origine locale est à la base d'une série de malentendus entre les touristes et la population locale³⁴. Si la volonté de Point Afrique de cibler les touristes des classes moyennes se comprend d'un point de vue européen, elle n'a en revanche

31. L'est du Tchad accueille de nombreux camps de réfugiés ayant fui le conflit du Darfour, au Soudan voisin. Ces camps sont gérés par des organismes onusiens et de grandes ONG qui ont employé localement beaucoup de chauffeurs et gardiens au cours des années 2000.

32. Abréviation qui désigne communément au Tchad, en langue française, les trois régions administratives septentrionales du pays : le Borkou, l'Ennedi et le Tibesti.

33. Les cuisiniers sont payés par Point Afrique 15 000 FCFA par jour.

34. Sur l'importance des intermédiaires culturels que sont les guides, voir COHEN (1985), BOULAY (2006) et DOQUET (2009).

que peu de sens du point de vue local. Ils sont nombreux à penser qu'il vaut mieux recevoir peu de touristes payant beaucoup, que beaucoup de touristes payant peu³⁵. Cette perception est renforcée par la confrontation de deux conceptions différentes de la richesse et des échanges sociaux. Du point de vue local, les touristes, qui ont tout de même payé cher leur voyage, devraient continuer à se comporter en riches, honorablement : être généreux sans poser trop de questions, vivre dans un certain luxe dont tout le monde peut tenter de profiter. Ce modèle correspond aux normes locales de la vie des plus fortunés, mais aussi aux rencontres antérieures avec des *nasara*, notamment dans le cadre des grands projets humanitaires ou de développement³⁶. Les touristes pensent au contraire que le fait de payer moins cher leur voyage les rapproche en quelque sorte des populations locales, et que sur place, il est de bon ton de marchander même pour les plus petites sommes. D'où une certaine déception lors de la vente du peu d'artisanat préparé pour l'occasion : « trop cher » disent tout haut les touristes en comparant les bijoux proposés aux bijoux touaregs qu'ils ont pu acheter dans les pays voisins. « Trop radins » disent entre eux les Goranes à propos des touristes, lorsque ces derniers se plaisent à marchander des pots de confiture de dattes vendus à 2 000 FCFA (environ 3 euros). Ne connaissant ni l'endroit ni les prix qui y sont pratiqués (personne ne connaît d'ailleurs ces prix, étant donné que la plupart des objets fabriqués pour eux se vendent là pour la première fois), les touristes craignent d'être volés, une peur qui se manifeste aussi, et d'une façon parfois agressive, dans les altercations autour des « tentatives de vol » dont ils se croient victimes. À cause de cette crainte, tout se joue comme si les locaux et surtout leurs enfants doivent faire preuve d'un degré d'honnêteté auquel aucun touriste ne s'attendrait dans son propre pays. Ainsi, un touriste qui oublie à plusieurs reprises son chargeur solaire de GPS dans les endroits les plus improbables, s'avère « déçu » quand, la quatrième fois, il ne lui est plus ramené. Plus généralement, les enfants du BET doivent être fins psychologues pour distinguer les biens qu'on leur jette (des bouteilles vides en plastique) des biens que les touristes laissent traîner sans renoncer à leur droit de propriété (des bouteilles vides en aluminium).

Les relations entre les touristes et la population locale étaient également conditionnées par le fait que la plupart des touristes de ces trois premiers vols à destination de Faya ne se considéraient pas comme des touristes ordinaires. Ils se décrivaient comme des « Sahariens » : des habitués des

35. Sébastien BOULAY (2009 : 113-115) note qu'en Mauritanie, le vol charter de Point Afrique et la multitude d'agences qui se sont créées à sa suite ont tellement fait baisser les prix que les entrepreneurs locaux ont rapidement connu des difficultés financières mais ont été contraints de continuer à travailler dans le tourisme pour amortir les investissements déjà effectués.

36. Si peu de gens à Faya ont été en contact direct avec des Blancs, nombreux sont ceux qui ont entendu parler du train de vie des experts des organisations internationales travaillant au Tchad ou traversant en mission le BET.

voyages dans le désert, dont ils avaient tous une certaine expérience³⁷. Point Afrique avait explicitement décrit ces premiers voyages comme un plaisir pour connaisseurs : « Pas un voyage classique mais un exploit humain et une belle aventure »³⁸. Dès lors, un certain savoir préalable, valorisé et reconnaissable en tant que tel devenait indispensable : les participants venaient en tant « qu'experts », ils venaient « reconnaître plutôt que découvrir » (Dulucq 2009 : 33 ; Doquet 2009 : 75). Or, le nord du Tchad se dérobe à l'expertise. À l'opposé des pays ouest-africains décrits par S. Dulucq et A. Doquet, le Tchad reste très mal documenté et n'a certainement pas bénéficié de la même couverture en littérature de voyages, films, documentaires et reportages que d'autres régions du Sahara. Faute de mieux, les repères des touristes se situent donc essentiellement dans leur propre expérience, antérieure à leur venue au Tchad : des voyages ailleurs en Afrique septentrionale et occidentale, des lectures, et parfois aussi un engagement dans des associations de jumelage ou d'autres petites ONG à fort enracinement local. Ces expériences fournissent un prisme à travers lequel la réalité tchadienne — beauté des sites naturels, attitude des populations, difficultés (réelles et imaginées) du voyage — est appréhendée et évaluée. La plus grande partie de ce travail d'interprétation se fait au sein des groupes de touristes. Se profilent alors certains « experts », dans un jeu qui reste entièrement tourné vers l'intérieur et qui entraîne un réagencement des relations entre touristes, voire une hiérarchisation³⁹. Des objets achetés lors de précédents séjours au Sahara, surtout des turbans, et des mots, des expressions et des attitudes acquis ailleurs y jouent un rôle prépondérant : les touristes les plus néophytes se font expliquer comment manger, s'asseoir, saluer, et suivre les règles minimales de politesse... en Mauritanie ou au Mali.

Or, il ne s'agit pas simplement d'un problème de personnel : force est de constater que même s'il y avait eu des guides, formés et francophones, il n'y aurait eu que bien peu à dire et à traduire, bien peu de sites touristiques ou de traits culturels à présenter, car, comme nombre d'études sur le tourisme le montrent, l'existence de lieux et de pratiques à montrer à l'étranger nécessite un long travail préalable ainsi qu'un désir partagé de « mise en tourisme » (Chabloz & Raout 2009 : 16). Ainsi, un guide local ou considéré comme tel déposa, sans hésiter, un groupe de touristes désireux de voir une arche en pierre à quelques kilomètres de là, à une guelta du même nom, où se trouvaient quelques bergers et des vaches. Lieu remarquable, certes, pour ceux qui cherchent à y vivre, mais qui n'avait aucun intérêt aux yeux

37. Cette distinction est au cœur de l'idée même du « tourisme culturel » (BATTESTI 2009 : 560).

38. <http://www.laroutedusahara.com/Voyage-au-Tchad--en-Fevrier-2012-avec-Point-Afrique_a538.html> [consulté le 7 mars 2013].

39. Il s'agissait du premier voyage de Point Afrique à Faya et une partie des touristes était en effet composée de semi-professionnels du voyage : des petits voyagistes, des membres d'ONG, des journalistes professionnels et amateurs.

des touristes (Klute 2012 : 64). Cette absence de savoir reconnu et reconnaissable mettait les « connaisseurs-experts » dans une position délicate en annihilant leur capacité de contrôle des situations, ce qui contribuait à envenimer les relations entre « visiteurs » et « visités »⁴⁰. Certains touristes insistaient pour participer aux choix des campements, des itinéraires, des étapes et des horaires de voyage. Mais cette envie d'implication fut coupée court par des chauffeurs qui ne s'apercevaient ni des distinctions entre touristes, ni du désir de quelques-uns d'être reconnus comme « connaisseurs du Sahara », ou tout au moins « amis des Sahariens ». Aucun n'acceptait de se faire ordonner par des chrétiens, et plus encore par des femmes, de s'arrêter devant telle dune ou tel rocher. Ou de reprendre le volant alors qu'ils n'en avaient pas envie. L'après-midi même de leur arrivée au festival de Fada, les journalistes invités par l'OTT voulaient repartir pour passer la nuit sur un « site », en l'occurrence la guelta d'Archei située à 80 kilomètres, et ne pas « perdre de temps ». Mais leur chauffeur souhaitait se reposer et voir des connaissances qu'il venait de retrouver sur le site du festival. Après avoir été introuvable pendant quelques heures, il annonça tout simplement qu'il avait perdu sa clé de véhicule dans le sable et qu'il était impossible de repartir. Clé qu'il retrouva miraculeusement le lendemain matin avec un petit sourire.

Le tourisme culturel et solidaire : hospitalité et solidarité en question

La question de l'expertise se conjugue donc avec celle des hiérarchies, locales et internationales, qui s'appréhendent peut-être le plus facilement à travers les notions d'hospitalité et de solidarité. Ces deux notions impliquent, par le biais d'une obligation de réciprocité, une égalité fondamentale entre acteurs mais qui est temporairement suspendue. Or, la notion de réciprocité ne peut avoir de sens que s'il s'agit de relations envisagées dans la durée, ce qui est d'une certaine façon contradictoire avec les postulats de base du tourisme qui promet des « moments exceptionnels » sans nécessité d'entrer dans des relations d'échange irréversibles⁴¹. L'hospitalité pose toujours des questions de souveraineté (Shryock 2004 : 52) : elle implique une hiérarchie temporaire se traduisant par une perte de maîtrise de la situation presque totale de la part de l'invité (Pitt Rivers 1977), que le touriste — qui a payé pour son plaisir — trouve souvent difficile à supporter. Dans le nord du

40. Pour une critique de la dichotomie « visiteurs »/« visités », voir notamment GAMBLIN (2006).

41. Dans le sud du Maroc, où le tourisme est bien plus enraciné, CAUVIN VERNER (2009, 2010) note l'accent mis par les touristes et par leurs guides sur l'établissement d'une relation (amoureuse) à long terme, pour échapper à « l'inauthenticité » de la rencontre touristique, et se distinguer de la masse des touristes. Or, ceci présume un désir réciproque de prolonger la rencontre, et d'y investir une partie de sa vie.

Tchad, être chauffeur n'est pas une occupation servile, bien au contraire : le chauffeur indépendant qui conduit sa propre voiture est reconnu et respecté. Blancs ou pas Blancs, il ne se sent jamais en position de dépendance vis-à-vis de ses clients et n'accepte pas la moindre insinuation allant dans ce sens. En contrepartie, il est responsable de leurs biens et de leur sécurité jusqu'à l'arrivée. Or, les touristes voient les choses autrement. Par exemple, lorsqu'une des journalistes se rendit compte qu'elle avait oublié un sac avec son argent et son passeport dans une voiture partie pour être réparée, elle paniqua et demanda qu'on l'emmène immédiatement au garage. « J'ai 40 ans d'Afrique », affirma t-elle en parlant des vols, « je sais ce que c'est ». Les autres chauffeurs lui firent comprendre qu'il n'y avait pas lieu de s'inquiéter, mais elle insista, accusant ainsi implicitement son chauffeur d'être un mauvais hôte, tout en donnant des ordres, comme une mauvaise invitée. Mais rien ne s'ensuivit : on la laissa paniquer, tout simplement. Si parfois un mauvais invité peut questionner ou même renverser des hiérarchies sociales (Shryock 2012 : 25), là où celles-ci ne sont pas comprises par l'invité, un tel comportement renforce plutôt l'impression de dépendance ou même d'immaturité des touristes : ne plus savoir se contrôler, faire beaucoup de bruit pour rien. Une attitude perçue comme quasi enfantine, incarnée de façon générale par le comportement « de brousse » que certains touristes adoptent, notamment en ne laissant rien au fond des plats et en se lavant peu⁴². Alors les chauffeurs n'hésitent pas à se jouer des touristes et de leur goût temporaire pour les modes de vie locaux : ils utilisèrent par exemple l'eau minérale en bouteille pour faire leurs ablutions, jusqu'à ce que tout le monde soit obligé de boire l'eau des gueltas et des puits.

À l'idée d'hospitalité, les touristes opposent celle, moins personnelle et intime, de la solidarité. Point Afrique offre la possibilité de pratiquer un « tourisme solidaire », tout en se refusant « à l'assistance ou à la charité », par souci « de justice, qui considère l'autre comme un égal, et non de bienfaisance, qui le rabaisse »⁴³. Ce désir d'égalité, dans des rencontres qui sont de fait inégalitaires, est commun à toutes les tentatives de « tourisme solidaire »⁴⁴. Restant le plus souvent inassouvi, il est au cœur des déceptions touristiques (Battesti 2009 : 558 ; Chabloz 2007 : 46). Or, cette « égalité » tant recherchée est nécessairement partielle : du point de vue local, l'hospitalité implique une situation d'inégalité temporaire ; lorsque la solidarité

42. D'autres incompréhensions peuvent entraîner des tensions plus importantes, notamment lorsque des touristes se servent de l'alcool (emporté de France) dans les verres à thé, sous les yeux ahuris et réprobateurs des jeunes guides et chauffeurs non encore rompus aux mœurs européennes. Car si au nord du Tchad il est bien connu que de nombreuses personnes prennent de l'alcool plus ou moins occasionnellement, cela ne se fait jamais à la vue de tous et encore moins dans des verres à thé qui serviront à d'autres ensuite.

43. <<http://www.point-afrique.com/infos/qui-somme-nous.html>>.

44. Voir également X. ZUNIGO (2007) sur les actions humanitaires et caritatives comme formes particulières de tourisme solidaire.

divise les gens en bienfaiteurs et en pauvres, le sens de l'inégalité est alors inversé. Le don est au cœur de ces deux conceptions des relations à l'autre, mais dans le cadre de la « solidarité » occidentale, celui qui reçoit doit toujours se conformer au désir de celui qui donne, ne serait-ce qu'à son désir de gratitude. Or, si les touristes savent comment se comporter en bienfaiteurs, les Goranes n'ont pas l'habitude d'être assistés. Ainsi, une touriste ayant voyagé auparavant au Mali, affirmait bien savoir ce dont « les gens du désert » ont besoin. Elle avait donc apporté des bidons en plastique de produits ménagers, « des choses qu'on jette chez nous, mais, là, j'ai tout nettoyé, plusieurs fois ». Lorsqu'elle les proposa à des adultes, ceux-ci refusèrent ; les deux parties se sentirent lésées. Autre exemple, celui de ce médecin retraité, actif au sein d'une association médicale au nord du Mali, qu'il fournit régulièrement en échantillons médicaux ou en médicaments près de leur date de péremption, qu'il obtient gratuitement en Europe. Il est arrivé au Tchad avec deux grands sacs de médicaments dans l'espoir de pouvoir les donner à un médecin, ou, mieux encore, à une association locale de sensibilisation médicale. À son grand étonnement, il n'existe ni médecin ni association médicale sur un territoire grand comme la France. Son sac de médicaments finit donc dans la maison d'une infirmière de Faya, qui en dispose comme d'un cadeau personnel, pour renforcer ses propres réseaux sociaux, après en avoir jeté la moitié car périmés ou tout simplement inconnus. Le « malentendu productif » (Sahlins 1993) que Nadège Chabloz (2007) décrit dans un village de destination du « tourisme solidaire » au Burkina Faso, ne peut donc pas se produire, car les positions de départ des acteurs sont trop éloignées.

La hiérarchie implicite qu'engendre la « solidarité » fut le plus souvent désamorcée par le simple refus par les locaux de tenir compte du point de vue des touristes. Le principal problème du tourisme culturel, disent les spécialistes, c'est qu'il est « autodestructeur » (Doquet 2009), qu'il transforme par sa présence ce qu'il désire le plus : l'authenticité (Battesti 2009 ; Chabloz & Raout 2009). Pour plaire aux touristes, les populations locales apprennent à se « jouer elles-mêmes » (Bruner & Kirshenblatt-Gimblett 1994 ; Salazar 2009). Or, dans le nord du Tchad, personne n'a appris à se jouer soi-même et personne ne sait très bien ce que cela voudrait dire au juste. Les touristes étaient ainsi doublement mis à l'écart : leur intérêt pour Faya ou pour les cailloux du désert n'étaient pas compris par les populations locales qui, par ailleurs, ne cherchaient pas à leur plaire outre mesure. Pour que les populations locales puissent comprendre les logiques internes des actions des touristes, il aurait fallu qu'elles puissent les observer, ce qui nécessite du temps, de l'intérêt, et un certain nombre de touristes, ce qui est loin d'être le cas à Faya. Les touristes se sont donc sentis souvent négligés, parfois littéralement oubliés, et donc « enfermés » seuls dans des campements perméables au vent de poussière. Or, ces relations pour le coup très « authentiques », basées sur le désintérêt quasi général pour des étrangers de passage n'étant pas invités, ne sont certainement pas celles recherchées

par les touristes. Leur crainte la plus profonde — gâcher par leur présence « l'authenticité » qu'ils sont venus admirer — témoigne d'une vision souvent exagérée de leur propre importance. La même logique s'applique dans l'autre sens. Les touristes non plus n'ont pas appris à jouer leur rôle, ou plutôt ils jouent un rôle inapproprié qui ne prend sens que par rapport aux autres touristes. Perçus comme trop souvent pingres, prêts à se fâcher pour peu, mangeant trop et ne donnant rien, ils n'acceptaient ni de se comporter en invités, ni en riches censés donner sans arrière-pensée et jusqu'à l'épuisement (qu'il faut savoir feindre). Ils se comportaient en riches selon leurs propres conceptions de ce que doit être le « développement » et la « solidarité », conceptions ayant peu de prise localement du fait notamment des inégalités qu'elles impliquent.

Le tourisme est un phénomène complexe qui ne se réduit pas au rapport de domination indéniable dont il résulte, et qui, plutôt que de transformer radicalement le terrain où il s'implante, doit tout d'abord s'y faire une place. La venue des touristes à Faya n'était pas le seul résultat des désirs, du courage, de l'esprit d'entreprise audacieux de Point Afrique, du contexte géopolitique régional, des politiques tchadiennes, mais d'une conjonction de tous ces facteurs qui a fait qu'en effet et contre toute attente, un premier avion civil a pu se poser sur l'aéroport de Faya-Largeau en février 2012. Les touristes eux-mêmes ne sont donc pas nécessairement au centre de l'expérience touristique, dont une grande partie se joue en leur absence, voire malgré eux. Si le Tchad a besoin d'améliorer son image sur la scène internationale, et si le tourisme peut jouer en ce sens un rôle important, le pays a aussi d'autres sources de devises — comme le pétrole ou le *business* humanitaire — qui font que le tourisme fictif, rare ou onéreux pourrait bien y rester celui que l'on préfère. En outre, le tourisme demande une longue « mise en tourisme » qui n'est pas encore achevée — si tant est qu'elle soit commencée —, et qui s'avère difficile en l'absence d'un savoir européen, de stéréotypes sur la région et les populations qui l'habitent. Se pose aussi, en dehors des définitions internationales de la « sécurité », et d'une manière beaucoup plus pressante, la question de la stabilité du pays.

Par ailleurs, le tourisme suppose une temporalité courte. Les visites de deux semaines, parfois marquées de moments forts, n'impliquent cependant que rarement l'établissement de relations interpersonnelles à long terme et c'est précisément l'absence de telles relations que les touristes regrettent, même s'ils se refusent souvent à l'admettre. De leur côté, les populations locales manifestent désintérêt et méfiance vis-à-vis de la « manne du tourisme ». Or Point Afrique, qui véhicule un discours de « solidarité », fonctionne nécessairement dans une temporalité plus longue, d'autant plus que

l'agence a besoin d'infrastructures locales, et donc d'une volonté d'investissement au moins à moyen terme. Il est encore impossible de dire si ces investissements, financiers tout comme éducatifs, vont se réaliser ou non, en revanche, force est de constater que malgré les avertissements renouvelés du ministère français des Affaires étrangères⁴⁵, Point Afrique a poursuivi son activité, faisant atterrir en 2013 une dizaine d'avions à Faya, subventionnés par le gouvernement tchadien⁴⁶.

UMR Développement & sociétés, IRD - Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne ; All Souls College, University of Oxford.

BIBLIOGRAPHIE

BAROIN, C.

2003 *Les Toubou du Sahara central*, Paris, Vents de sable.

BATTESTI, V.

2009 « Tourisme d'oasis. Les mirages naturels et culturels d'une rencontre ? », *Cahiers d'Études africaines*, XLIX (1-2), 193-194 : 551-582.

BERTHONNET, A.

2009 « Le rôle des militaires français dans la mise en valeur d'un tourisme au Sahara de la fin du XIX^e siècle aux années 1930 », in C. ZYTNICKI & H. KAZDAGHLI (dir.), *Le tourisme dans l'empire français. Politiques, pratiques et imaginaires (XIX^e-XX^e siècles)*, Saint-Denis, Publications de la société française d'histoire d'Outre-mer : 79-96.

BOULAY, S.

2006 « Le tourisme de désert en Adrar mauritanien : réseaux "translocaux", économie solidaire et changements sociaux », *Autrepart*, 40 : 63-79.

2009 « Culture nomade *versus* culture savante. Naissance et vicissitudes d'un tourisme de désert en Adrar mauritanien », *Cahiers d'Études africaines*, XLIX (1-2), 193-194 : 95-122.

45. Dans sa lettre CDC/CS/n° 897 du 11 octobre 2013, le Centre de crise du ministère français des Affaires étrangères rappelle au directeur de Point Afrique l'importance du « risque terroriste », des risques « liés aux trafics » et « aux mines anti-personnel » dans le nord du Tchad et le prie de « bien vouloir renoncer à l'organisation de [ses] circuits » dans cet « environnement très hostile » qui n'est « en aucun cas propice au tourisme ».

46. Depuis la fin de la rédaction de ce texte en mai 2013, Point Afrique a effectué quelques vols Marseille-Faya supplémentaires (également subventionnés par l'État tchadien) lors de la saison 2013-2014, puis a suspendu cette destination en raison d'une rentabilité trop faible. Aucun vol n'est programmé pour la saison 2014-2015.

BOURGEOIS, A. & GRÉGOIRE, E. (DIR.)

2011 « Géopolitique du Sahara », *Hérodote*, 142.

BRUNER, E. & KIRSHENBLATT-GIMBLETT, B.

1994 « Maasai on the Lawn : Tourist Realism in East Africa », *Cultural Anthropology* 9 (4) : 435-470.

BUIJTENHUIJS, R.

1978 *Le Frolinat et les révoltes populaires au Tchad (1965-1976)*, Den Haag-Paris-New York, Mouton.

1987 *Le Frolinat et les guerres civiles du Tchad (1977-1984)*, Paris, Karthala.

CAUVIN VERNER, C.

2009 « Du tourisme culturel au tourisme sexuel. Les logiques du désir d'enchantement », *Cahiers d'Études africaines*, XLIX (1-2), 193-194 : 123-146.

2010 « Le tourisme sexuel vu du Sahara marocain : une économie de razzia ? », *Année du Maghreb*, 6 : 47-77.

CHABLOZ, N.

2007 « Le malentendu. Les rencontres paradoxales du "tourisme solidaire" », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 170 (5) : 32-47.

CHABLOZ, N. & RAOUT, J.

2009 « Corps et âmes. Conversions touristiques à l'africanité », *Cahiers d'Études africaines*, XLIX (1-2), 193-194 : 7-26.

CHOPLIN, A. & ROULLIER, L.

2006 « Tourisme et politique en Mauritanie ou comment (re)visiter le Sahara : l'exemple de l'Adrar mauritanien », *Cahiers d'Outre-Mer*, 233 : 29-50.

COHEN, E.

1985 « The Tourist Guide : The Origin, Structure and Dynamics of a Role », *Annals of Tourism Research*, 12 : 5-29.

DEBOS, M.

2013 *Le métier des armes au Tchad. Le gouvernement de l'entre-guerres*, Paris, Karthala.

DOQUET, A.

2009 « Guides, guidons et guitares. Authenticité et guides touristiques au Mali », *Cahiers d'Études africaines*, XLIX (1-2), 193-194 : 73-94.

DULUCQ, S.

2009 « Découvrir l'âme africaine. Les temps obscurs du tourisme culturel en Afrique coloniale française (années 1920-années 1950) », *Cahiers d'Études africaines*, XLIX (1-2), 193-194 : 27-48.

FROW, J.

1997 *Time and Commodity Culture : Essays in Cultural Theory and Postmodernity*, Oxford, Clarendon Press.

GAMBLIN, S.

2006 « Trois expériences égyptiennes de la rencontre touristique », *Autrepart*, 40 (4) : 81-102.

GRANRY, É.

1992 « Diagnostic des palmeraies du Borkou. Étude des systèmes de production », N'Djaména, ONDR.

GRÉGOIRE, E.

2006 « Tourisme culturel, engagement politique et actions humanitaires dans la région d'Agadès (Niger) », *Autrepart*, 40 : 95-111.

KLUTE, G.

2012 « Semiotics and the Political Economy of Tourism in the Sahara », in W. VAN BEEK & A. SCHMIDT (eds.), *African Hosts and Their Guests : Africa Dynamics of Tourism*, Woodbridge, James Currey : 58-74.

MAGRIN, G.

2001 *Le sud du Tchad en mutation. Des champs de coton aux sirènes de l'or noir*, Paris, Sépia-CIRAD.

MARCHAL, R.

2006 « Tchad/Soudan : vers un système de conflits », *Politique Africaine*, 102 : 135-154.

MISSION DE RÉHABILITATION DU BET

1996 *Schéma directeur du Borkou-Ennedi-Tibesti. Rapport final*, N'Djaména, ministère du Plan et de la Coopération.

MURRAY, A. J.

2000 « Le tourisme Citroën au Sahara (1924-1925) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 68 : 95-108.

PITT RIVERS, J.

1977 *The Fate of Shechem*, Cambridge, Cambridge University Press.

PLIEZ, O. (DIR.)

2004 *La nouvelle Libye. Sociétés, espaces et géopolitique au lendemain de l'embargo*, Paris, Karthala-IREMAM.

RODRIGUEZ, M.

1988 « Rapport de mission dans la palmeraie de Faya, dépression du Borkou », Proposition pour un projet de recherche développement, Paris, GRET/AICF.

ROLLEY, S.

2010 *Le retour du Tchad : carnet d'une correspondante*, Arles, Actes Sud.

SAHLINS, M.

1993 « Goodbye to Tristes Tropes : Ethnography in the Context of Modern World History », *Journal of Modern History*, 65 (1) : 1-25.

SALAZAR, N. B.

2009 « Imaged and Imagined ? Cultural Representations and the "Tourismification" of Peoples and Places », *Cahiers d'Études africaines*, XLIX (1-2), 193-194 : 49-72.

SHRYOCK, A.

2004 « The New Jordanian Hospitality : House, Host and Guest in the Culture of Public Display », *Comparative Studies in Society and History*, 46 (1) : 35-62.

2012 « Breaking Hospitality Apart : Bad Hosts, Bad Guests, and the Problem of Sovereignty », *Journal of the Royal Anthropological Institute*, 18 (1) : S20-S33.

VERLET, B., LEFEBVRE & MUNIER, P.

1963 « Notes sur les problèmes humains posés par l'exploitation de forages hydrauliques dans la palmeraie de Largeau », Paris, Bureau pour le développement de la production agricole.

ZUNIGO, X.

2007 « “Visiter les pauvres”, sur les ambiguïtés d'une pratique humanitaire et caritative à Calcutta », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 170 (5) : 102-109.

RÉSUMÉ

Au début de l'année 2012, un avion commercial transportant des touristes s'est posé pour la première fois dans le désert tchadien. Après être revenu sur les contextes géopolitiques saharien et tchadien qui ont suscité cette « ouverture » touristique, l'article décrit la manière dont le pouvoir politique national s'exerce à travers ce nouveau champ. L'analyse porte ensuite sur le peu d'intérêt manifesté par les populations du Sahara tchadien concernant la venue de ces étrangers que personne n'a invités. Indifférence et malentendus donnent l'occasion de questionner l'idée du développement par et pour le tourisme, puis d'interroger les notions d'hospitalité et de solidarité qui éloignent visiteurs et visités plus qu'elles ne les rapprochent.

ABSTRACT

Tourism in the Chadian Sahara: National Politics and Local Indifference. — In early 2012, an international charter plane carrying tourists landed, for the first time, in the Chadian desert. Its arrival was made possible by the political context in Chad and the Sahara more generally, rather than by significant local developments or demands; as a result, tourism in the area remained primarily shaped by national political interests and power struggles. Meanwhile, local populations showed relatively little interest in these uninvited strangers. This indifference, and the many misunderstandings it led to, mostly based on mutually incompatible notions of wealth, hospitality and solidarity, shows the limits, in this particular context at least, of the idea of development through and for tourism.

Mots-clés/Keywords : Sahara, Tchad, géopolitique, hospitalité, tourisme/Sahara, Chad, geopolitics, hospitality, tourism.